

Rapport de présentation des textes soumis au vote des communistes

Durée de présentation : 30'

Une rentrée sous le signe de la bataille des retraites

Comme vous pouvez tous le constater nous avons redémarré cette année sur des chapeaux de roue, l'actualité politique nous y contraint puisque Elisabeth Borne a fait des annonces gouvernementales sur la contre-réforme des retraites qui repousse le départ de 62 à 64 ans sous prétexte de réaliser des économies. Dans le même temps les salariés devront cotiser plus longtemps pour espérer toucher une pension à taux plein avec l'accélération de la réforme Touraine qui prévoit un allongement de la durée de cotisation pour atteindre 172 trimestres pour les générations nées en 1973 et les suivantes.

Tous les salariés devront travailler plus, même ceux qui exercent les métiers les plus pénibles. En tournant le dos à l'acquis des 60 ans, voté en 1981, l'exécutif propulse le pays dans un retour en arrière, du temps où la retraite se prenait à 65 ans.

Pourtant selon un sondage récent Odoxa, 80 % des Français s'opposent à un tel scénario.

Pour les syndicats la riposte est lancée, l'ensemble des centrales ont appelé à une journée de grève et de manifestation le 19 janvier.

Pour notre part, nous avons lancé l'idée d'un meeting unitaire qui se concrétisera mardi 17 janvier au gymnase Japy avec la participation de toutes les forces de la NUPES pour porter le refus de cette contre-réforme et l'exigence politique de faire de la retraite « *une nouvelle étape de la vie* » comme l'affirmait Ambroise Croizat.

Deux textes pour engager nos débats du 39ème congrès

L'actualité politique de notre parti, nous conduit aussi à prendre des dispositions importantes pour organiser un débat de fonds dans des délais extrêmement contraints.

Depuis l'adoption d'une proposition de base commune par le Conseil national des 3 et 4 décembre par 84 voix pour, 55 voix contre et 5 abstentions, un second texte intitulé « urgence de communisme, ensemble pour des victoires populaires » a été déposé par 300 camarades issus d'un quart des fédérations et à jour de leurs cotisations.

On peut regretter que le document édité par le CN ne soit arrivé que tardivement dans les fédérations et que son tirage contrairement à ce que préconisent nos statuts ne permette pas de le remettre à chaque adhérent comme c'était le cas précédemment.

Dans notre département il y a XX adhérents parmi les 300 sont signataires officiels du texte « urgence de communisme » sur un total qui a désormais largement dépassé les 1.000 signataires.

Dans cette intro, efforçons nous de présenter les questions majeures qui différencient les 2 textes.

Deux conceptions différentes

Première remarque sur la conception même des deux textes.

Le texte de proposition du CN rassemble une large palette d'éléments en 7 chapitres qui vont du bilan depuis le dernier congrès, à des appréciations sur la situation de la France et du monde, notre programme, notre stratégie, les échéances à venir et le parti.

Le texte « urgence de communisme » est nettement plus ramassé, il se présente comme conçu pour permettre au débat de s'ouvrir en présentant les arêtes de ses choix, il ne traite pas de tout, ce n'est pas un programme, il se concentre sur les questions stratégiques.

Le tout ne représente pas moins 51 pages, à travailler dans un temps très court, puisque les adhérents devront se prononcer sur le texte qu'ils choisissent comme base commune en une quinzaine de jours. Le vote se déroulera des 27 au 29 janvier.

Ce n'est pas la meilleure façon de travailler compte tenu de la complexité de la situation et des questions à débattre. Cette situation appelle beaucoup d'efforts de notre part pour permettre aux plus grand nombre de communistes de prendre part aux débats.

Pour en revenir aux textes, puisqu'il convient de présenter les 2, limiter ce propos à quelques points fondamentaux qui sont traités différemment dans les 2 textes.

1. **Sur le bilan** et plus généralement les causes de notre affaiblissement et la façon d'apprécier le bilan des quatre dernières années.
2. **Sur l'analyse de la situation.** Si les deux textes constatent la gravité de la situation dans laquelle nous plonge le capitalisme, ils n'en tirent pas toujours les mêmes caractérisations, en particulier concernant la question de l'écologie, ni les mêmes conceptions en matière de stratégie pour y répondre.
3. **Sur la question du communisme** et en particulier la façon de considérer en quoi le communisme est une question de notre temps.
4. Ce débat sur communisme induit des positions différentes sur **la conception même de la transformation de la société**, ce sera le 4^{ème} point.
5. Enfin, si la question du **danger d'une victoire possible de l'extrême droite** aux prochaines élections présidentielles est pointée par les deux textes, la façon d'y répondre avec l'articulation mouvement social, rassemblement populaire et rassemblement des forces politiques de gauche est différente posant **la question du devenir de la NUPES**.

Donc prenons chacun des points.

Sur les causes de notre affaiblissement.

Le texte adopté par le CN pose les choses en ces termes (p 10) « *le 38e congrès jugeant nécessaire un nouvel élan de notre parti se prononce pour une réorientation tant du point de vue stratégique que de son activité et son organisation. Cette décision traduit la volonté des communistes de conjurer le risque d'effacement du PCF et*

de délitement de la gauche, de reconquérir son influence, de reconstruire son organisation affaiblie ». Il dresse un bilan positif du chemin parcouru depuis le 38^e congrès en 2018.

C'est ainsi que l'on peut lire (page 13) « *le chemin parcouru depuis le 38e congrès nous permet d'aborder l'avenir avec lucidité courage et confiance* », le chapitre consacré au parti s'intitule quant à lui « *poursuivre le redéploiement du PCF* ».

Ce bilan revient sur l'examen des résultats au plan électoral ; le texte du CN donne différents chiffres concernant les élections municipales :

- pour les villes de 3500 à 20000 habitants nous gagnons 25 communes mais nous en perdons 28,
- pour les villes de plus de 20 000 habitants nous en gagnons 3 mais nous en perdons 6
- pour les élections départementales nous gagnons une dizaine de conseillers départementaux mais nous perdons le Conseil départemental du Val-de-Marne,
- pour les régionales nous doublons le nombre de nos élus dans le cadre de liste de rassemblement,
- aux européennes pour la première fois depuis 44 ans nous n'avons plus aucun représentant au Parlement européen,
- à la présidentielle notre score reste modeste avec 2,28% et le texte reconnaît un score décevant. (page 12)

Sur la vie du parti on peut lire (page 11) : « *des réseaux locaux et nationaux se structurent des sections des cellules se créent* ».

Toutefois si l'on compare le nombre de cotisants pour le 38^e congrès et lors de la désignation de notre candidat à la présidentielle au mois de mai 2021, c'est-à-dire à l'occasion de votes des adhérents, nous avons perdu en 3 ans 5343 cotisants et donc dans la foulée nombre d'adhérents.

Le texte « *urgence de communisme* » pondère l'appréciation du bilan des 4 dernières années et examine les raisons de notre affaiblissement dans une approche historique plus large (p43) : « *le débat existe parmi les communistes sur les causes de notre affaiblissement. L'absence de candidat lors des présidentielles de 2012 et 2017 fait partie des hypothèses avancées, de ce point de vue la candidature de Fabien Roussel, qui a incontestablement gagné en notoriété, entamerait donc notre retour. Aujourd'hui force est de constater que cet objectif n'est pas atteint* »

Puis un peu plus loin (p43) « *les causes de notre affaiblissement historique sont plus profondes* » « *Dans les faits au-delà même des crimes staliniens, le socialisme s'est identifié au régime dévoyé étatiste et non démocratique de l'URSS. Ce régime a échoué et s'est effondré dans les années 80 avec la chute du mur de Berlin. Ce n'était pas du communisme. Cet échec de la première tentative d'alternative au capitalisme à ruiner la crédibilité de ce projet* ». « *C'est bien autour de cette époque que s'est accéléré le déclin de nos forces entamé avec la rupture du programme commun de gouvernement* ».

Force est de constater que nous subissons une tendance constante à la baisse depuis les présidentielles de 1981, certes avec des soubresauts, mais qui n'inversent pas la tendance. Ceci avec des secrétaires nationaux et des candidats différents, ce qui pose bien des questions de fond.

Pour le texte « urgence de communisme » la clarification de notre appréciation sur ce qu'a été l'URSS y est posée comme une nécessité incontournable, tout comme le travail théorique « *pour en finir avec l'assimilation de cet échec à celui du communisme* » (p43) et pose le nécessaire approfondissement de la question du communisme et des enseignements pour notre combat du présent. Nous y reviendrons.

La proposition de base commune du CN ne traite pas de l'impact de l'échec de l'URSS dans l'affaiblissement de l'idée communiste, ni du besoin de pousser le travail sur ce que l'on peut appeler de façon raccourci le communisme du 21^e siècle dans la réponse aux urgences du présent. Elle ne va pas non plus jusqu'à caractériser le résultat de l'expérience soviétique comme une société non communiste.

Citons (p 22) « *l'URSS à apporter une contribution capitale à la victoire contre le fascisme hitlérien. Cependant dans le contexte de l'arriération initiale du pays où elle est née, le système étatiste qui s'y est développé a été marqué par des crimes du stalinisme. Il s'est effondré face à la pression des puissances capitalistes à l'issue d'une crise profonde d'inefficacité économique après avoir refusé de prendre en compte les exigences de démocratie et de liberté qui montait dans la société* ».

Il faut souligner que cette analyse est en-deçà de ce que le parti communiste disait précédemment, puisque nous disions dès le 22^{ème} congrès en 1976 « *le socialisme constituera une phase supérieure de la démocratie et de la liberté, la démocratie réalisée de la manière la plus complète* ». *Ce qui est d'une autre nature que « le refus de prendre en compte une aspiration montante ».*

Cette analyse est d'autant plus confuse que le texte du CN reconnaît par ailleurs page 22 : « *La démocratie est le but et le moyen de notre combat révolutionnaire* ».

L'analyse de la situation politique

En ce qui concerne la situation globale dans laquelle nous sommes. Les deux textes soulignent la gravité de la situation en France et dans le monde. Le texte du CN (Chap. 2) parle de défi de civilisation en parlant de l'écologie, du défi de la guerre et des dangers des politiques de force, de course de vitesse avec les extrêmes droites.

Le texte alternatif dit que (p 41) « *pour la première fois dans l'histoire de l'humanité un mode de production, le capitalisme mondialisé menace à brève échéance l'existence même de notre espèce.* » Il parle de « *déshumanisation qui enferme les individus dans le tous contre tous* » « *de risque de dé civilisation incompatible avec un devenir solidaire de l'humanité* ».

Le texte du CN souligne que « *cette situation engendre des refus, des oppositions porteuses de nouvelles potentialités* ».

Pour le texte alternatif (p40) « *une prise de conscience mondiale se construit. Toutes les dominations qui rendent la vie insupportable à l'immense majorité de celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre sont questionnées ; tous ces combats mettent en cause le capitalisme et les systèmes de domination* ».

S'il y a des convergences entre les deux textes, on peut constater des différences importantes sur l'analyse de ces dangers et la façon d'y répondre.

Prenons l'exemple de l'écologie.

Le texte du CN pose comme base de la crise écologique l'anthropocène (p 14), c'est-à-dire l'action des humains sur la nature. Or nombre de scientifiques aujourd'hui récuse cette approche qui place tous les humains, dans la diversité de leur situation, comme à égalité de responsabilité. Ils posent l'analyse en termes de *capitalocène* comme le fait le texte alternatif, (p 41) c'est-à-dire en mettant en cause le mode de production et de consommation engendré par le capitalisme. (p 44)

Ainsi pour le texte du CN, on peut noter (p 14) « *Depuis que l'activité humaine a complètement transformé son milieu à travers les siècles nous sommes entrés dans une période nouvelle l'anthropocène. Cette pression sur les ressources et l'environnement pour la satisfaction des besoins légitimes de l'humanité s'est aujourd'hui accélérée au point que son impact est comparable à toutes les forces géologiques naturelles réunies et devient insupportable. Cette aggravation récente est principalement due à la course folle au profit du système capitaliste.* »

Selon le texte du CN, la cause première de cette situation est la réponse aux besoins, le capitalisme ne serait, lui, qu'un facteur aggravant.

Pourtant on ne peut ignorer le constat de Marx qui analyse : « *le capitalisme épuise les 2 seules sources de richesse : la terre et le travailleur* » posant d'entrée le lien entre la question sociale et environnementale liée au mode de production.

Cette partie du texte du CN se poursuit par « *c'est un défi scientifique et politique au-delà du seul dépassement du capitalisme* » (p 14). Certes, mais le dépassement du capitalisme est une condition impérative et c'est la question de notre présent ; c'est même une des questions fortes de la mise en cause du capitalisme, ouvrant la possibilité d'un très large rassemblement.

Dans le chapitre intitulé « *pour le climat, la biodiversité, une écologie radicalement sociale* » (p44) le texte « *urgence de communisme* » pose en ces termes cet enjeu : « *c'est le combat du 21^e siècle, puisque la survie de l'humanité en dépend. Il est indissociable de la réduction des inégalités sociales sans lesquelles la réussite d'une révolution écologique planétaire s'avérerait impossible.* » (p44)

Il poursuit « *Penser en même temps développement humain et réduction de l'empreinte humaine sur l'écosystème mondial est le grand défi de notre siècle. Chacun comprend qu'il serait illusoire sans dépasser le capitalisme car la croissance infinie de la production pour le profit est incompatible dans un écosystème fini* ». (p44)

Plus loin (p44), il ajoute « *nous avons eu tendance à prioriser les luttes sociales, voire à minorer certains combats en les renvoyant aux aspirations de couches sociales relativement favorisées des centres villes ou à les mettre en opposition aux luttes des catégories populaires des banlieues ou des périphéries. Nous devons corriger cette erreur* ».

Voilà, pour les éléments sur la façon de prendre les défis écologiques.

Où sont les urgences ?

En ce qui concerne la caractérisation des urgences mais aussi la façon de dynamiser les potentiels transformateurs qu'elles représentent.

La proposition du CN écrit parlant de la diversité des mouvements qui se font jour (p16) « *multi-formes et décentralisés ces mouvements instaurent un rapport de force. Ils sont cependant confrontés à 2 questions stratégiques. La 1^{ère} porte sur la manière dont les mobilisations écologistes, féministes ou anti raciste contribuent à renforcer le combat de classe et à unir le monde du travail afin d'arracher des victoires sur le capital. La 2^{ème} est celle des moyens politiques pour une perspective rassemblant majoritairement le peuple. La 3^{ème} est de faire le lien avec les exigences et les propositions sur l'utilisation de l'argent sur les entreprises* ».

Avant d'être un système d'exploitation, le capitalisme est un système de domination, et la condition de l'exploitation, c'est la domination.

Or, les mobilisations citées précédemment ont en commun de s'opposer à des logiques de domination.

- **L'écologie**, la domination des intérêts du capital sur les enjeux écologiques et la dépossession des humains de la maîtrise de leur rapport à la nature;
- **Le féminisme**, le combat pour sortir du patriarcat qui constitue la matrice de la justification de toutes les formes de domination.
- **Le racisme** est une logique de domination, là aussi, basée sur une hiérarchisation des êtres humains.
- **Les combats sociaux** qui résultent de la domination du capital qui réduit le salarié à n'être qu'une force de travail à vendre sur un marché du travail et que le capital dépossède du fruit de son travail.

C'est bien le refus des logiques de domination qui est le dénominateur commun de tous ces combats. Dénominateur commun de portée hautement révolutionnaire puisqu'il suppose de sortir d'une société basée sur les rapports de domination et d'exploitation.

Ce qui pose bien la possibilité et la nécessité d'articuler luttes immédiates et logique de transformation sociale.

Le texte du CN « *situe le monde du travail comme l'aile marchante, la force motrice réunissant l'ensemble des classes et des couches disponibles à un combat pour changer la vie* ». Force motrice, donc prééminente sur les autres, alors que le même texte écrit par ailleurs, quele projet communiste « *n'établit pas de hiérarchie entre les luttes émancipatrices* ». On peut souligner cette incohérence.

Pour sa part, le texte alternatif porte l'analyse suivante : « *tous les systèmes de domination sont questionnés* » « *C'est le sens des grands mouvements internationaux pour le climat et la biodiversité dont la jeunesse a pris la tête ces dernières années, de la nouvelle vague féministe mondiale contre les violences, du refus d'un nombre grandissant de femmes, d'hommes et de nations des dominations impérialistes, racistes, néocoloniales* ». « *Cette situation peut faire du communisme, comme mouvement de dépassement du capitalisme et de toutes les aliénations une question du présent* » .

La caractéristique fondamentale de notre combat est bien de sortir des logiques de domination et de dépossession qui nous aliène, c'est en cela que **le communisme se pose comme une société de femmes et d'hommes libres, associés et égaux.**

Le texte alternatif poursuit « *Notre parti existe pour porter cette perspective. Elle nécessite une stratégie qui articule luttes immédiates et logiques de transformation sociale poussant en permanence les avancées possibles d'un processus révolutionnaire porté par le peuple lui-même comme l'imaginait Marx.* »

Ceci va nous conduire à un point central de différence entre les 2 textes, celui de la conception de la stratégie de transformation sociale.

La question du communisme

Le texte alternatif pose ainsi la question : « *Aujourd'hui les impasses systémiques du capitalisme financier et mondialisé ainsi que les besoins de partage pour assurer l'avenir de la planète change la donne et donnent une nouvelle actualité à l'idée d'un monde commun, de biens communs. En tant que combat pour l'émancipation humaine, le communisme rive aux luttes sociales et contre toutes les formes de domination retrouve toute sa pertinence* » (p 43) ou encore « *nous avons besoin pour cela d'un parti étroitement impliqué dans les luttes populaires et les grands mouvements de l'époque pour y faire cheminer des idées transformatrices sans attendre ni les renvoyer aux calendes grecques, jusqu'à atteindre des points de rupture révolutionnaires* ». (P 41)

C'est l'idée des « déjà-là communistes » qui au sein du capitalisme par les luttes sociales et politiques imposent non seulement des fonctionnements en contradiction avec la logique capitaliste mais préfigurent une autre logique à celle du capitalisme à l'image de la sécurité sociale.

Avec pour objectif, par les luttes et l'action politique, l'élargissement de ces conquies de déjà-là communiste, rendant crédible et désirable le processus de transformation vers le communisme.

Ce qui suppose de faire du sens de la réponse communiste un combat politique et écologique du présent.

Le texte du CN a une autre approche de la question : « *chaque fois que des éléments de partage progressiste des richesses, des pouvoirs, des savoirs, des rôles sont conquis, se traduisent dans des avancées institutionnelles comme au lendemain de la 2eme guerre mondiale, c'est un progrès vers du communisme. Cela ne fait pas pour autant de notre société une société communiste, cela fait monter le besoin de révolution dans tous les aspects de la vie humaine* » (p23)

Selon le texte du CN ce sont des avancées progressistes qui devraient donner envie d'aller plus loin, donc une phase progressiste puis la prise du pouvoir une phase où commence la transformation révolutionnaire de la société renvoyant la bataille sur le communisme après la prise du pouvoir. Et non un processus où le nouveau parvient à imposer au sein même du capitalisme des éléments de logique nouvelle jusqu'à les rendre dominants, permettant ainsi une prise du pouvoir.

Une remarque, conquérir des « déjà-là communistes » ce n'est pas dire que la société est devenue communiste, c'est installer dans la société capitaliste des espaces de logiques qui la contredisent et élever la confrontation sur le sens d'une réponse aux besoins.

Ceci dans un mouvement qui articule luttes immédiates et logique de transformation sociale pour y permettre la construction d'un rassemblement majoritaire construit sur la bataille politique, les luttes et l'expérience. C'est tellement vrai que **lors de la campagne des présidentielles, on n'a pas parlé de visée communiste.**

Ainsi lors du meeting de lancement des présidentielles Fabien Roussel après avoir énoncé nos propositions déclare « *j'entends déjà les cris d'orfraie des libéraux du MEDEF, des profiteurs de crise me dire « mais votre droit universel au travail, ces mesures que vous énoncez pour les jeunes, c'est du communisme ! Je leur réponds c'est la république sociale, ne soyez pas si pressés »*

La question est bien posée en terme d'étape « *République sociale, avancée progressiste puis plus tard construction du communisme ».*

Soyons clair, il ne s'agit pas là d'une mise en cause de Fabien Roussel, car dans les périodes précédentes, nous n'avons guère posé autrement les choses.

D'ailleurs, le texte alternatif dit « *dans ce contexte exceptionnel on doit faire de notre congrès un moment d'analyse renouvelé et d'innovation communiste »*

C'est une question forte, on voit bien que selon que nous sommes sur une stratégie d'étape ou de processus, nous portons une vision différente de notre rôle dans le processus révolutionnaire et une vision du rôle du peuple différent dans ce processus.

Une idée portée par le texte « *urgence de communisme »* probablement importante à réfléchir c'est que « *le seul discours anticapitaliste ne peut suffire, nous réduisant à nous battre dos au mur, condamnés à limiter les dégâts, tout en laissant intact le pouvoir du capital, faute de rendre crédible l'alternative nécessaire ».* C'est un point qui devrait facilement rassembler mais c'est la cohérence qui en découle qui fait débat.

Ainsi, on peut lire dans la proposition du CN: « *il s'agit pour nous de continuer à porter un programme dynamique de dépassement des politiques capitalistes porteur de propositions radicales et crédibles. En mettant en cohérence les objectifs de satisfaction des besoins humains, les moyens financiers et politique d'y parvenir et le chemin de lutte permettant de faire gagner cette logique nouvelle comme nous l'avons fait avec le programme « la France des jours heureux ».*

Mais le programme des présidentielles ne se définit pas comme une visée de transformation sociale mais comme l'exigence d'une république sociale, ne posant pas la question de la visée communiste.

Nous restons ainsi dans un entre deux qui ne permet pas de répondre à l'urgence et à la gravité de la situation, d'autant que les 2 textes mettent en évidence qu'une course de vitesse est engagée avec l'extrême droite.

La marche au pouvoir de l'extrême droite

En ce qui concerne l'analyse de la situation politique en France, les 2 textes soulignent les dangers de l'extrême droite dans notre pays.

Ainsi, le texte du CN analyse « *la promesse de sortie de la crise peut prendre une direction autoritaire, raciste, réactionnaire. Sur le lit des politiques néolibérales, des défaites et des déceptions de la gauche, les extrêmes droites menacent partout ».*

Le texte alternatif (p41) : « *En France, le scénario d'une alliance droite/ extrême droite, voire d'une victoire de Marine Le Pen en 2027 devient dangereusement crédible. »*

« *Ce scénario tangible doit être pris en compte dans chacune de nos décisions et nos actions. »*

De même, les 2 textes, en des termes différents mais convergents, traitent 2 autres idées : le besoin d'ouvrir une perspective d'espérance et de faire du rassemblement populaire le socle du rassemblement des forces politiques.

Quel rassemblement populaire ?

Pour le texte du CN, « *il s'agit de tout mettre en œuvre pour dépasser les obstacles et rouvrir une perspective d'espoir à notre peuple en rassemblant toutes les forces sociales et politiques.* » donc ouvrir une dynamique de rassemblement des travailleurs et du peuple pour porter les urgences de transformation qui s'affirment dans la société ».

Pour le texte « urgence de communisme », « *il devient urgent d'opposer une perspective d'espérance sociale, écologiste, féministe ; démocratique, réaliser l'unité du mouvement populaire est la 1ère condition à réaliser.* »

Nous sommes, notamment avec la bataille des retraites, dans les travaux pratiques de cette question.

Sur cette question du rassemblement, le texte alternatif déclare « *pour qui prétend changer la société, le rassemblement est une question incontournable* » et pour le texte du CN dit « *tout mettre en œuvre pour dépasser ces obstacles et ouvrir une perspective d'espoir à notre peuple en rassemblant toutes les forces sociales et politiques* ».

Donc, faire du peuple, des travailleurs les acteurs de cette construction et dans le même mouvement agir pour le rassemblement des forces de gauche indispensable à la victoire.

Ce qui pose de façon concrète notre positionnement sur la NUPES. Question posée dans les conditions particulières d'une course de vitesse avec l'extrême droite dans la perspective des prochaines présidentielles.

Le texte alternatif précise « *le compte à rebours est enclenché dans la bataille face à l'extrême droite, d'autant qu'Emmanuel Macron est en train d'accélérer son remodelage* ».

Mais à partir de là, il y a débat sur 2 questions qui sont liées :

- Premièrement l'appréciation des résultats de la NUPES et ce qu'ils peuvent permettre d'envisager ou pas.
- Deuxièmement faut-il considérer la NUPES comme un simple accord électoral appelé à s'éteindre ou en faire évoluer la conception au service d'une dynamique de mobilisation populaire.

Pour éclairer ce questionnement citons différents extraits de la proposition du CN: « *l'alliance électorale constituée par la NUPES répond au désir d'union du peuple de gauche sans pour autant être à la hauteur des défis pour la France et pour la gauche et sans parvenir à remobiliser les catégories populaires.* » « *elle acte des convergences sur une série d'objectifs communs sans dissimuler les différences et désaccords* » « *elle permet de qualifier de nombreux candidats de gauche au second tour et de faire élire deux fois plus de députés de gauche que sous la précédente législative, contribuant à nous permettre de maintenir un groupe renforcé à l'assemblée* » « *elle ne retrouve cependant pas les scores cumulés des 4 candidatures de gauche à la présidentielle* » ne fait pas « *refluer l'abstention* » « *ne progresse pas sur le total des suffrages de gauche de 2017, à la différence de l'extrême droite* » « *l'accord conclu alors ne doit pas devenir un carcan ni servir de prétexte à figer le rapport de force à gauche* ». Le tout débouchant sur l'analyse suivante « *à l'inverse de l'extrême droite, c'est désormais la gauche qui se*

heurte à un plafond de verre. » « le doublement de sa représentation au sein de l'Assemblée nationale ne peut masquer que celle-ci reste une des plus faibles de la Vème République.... Elle est qualifiée de « sans dynamique. » (p21)

Autrement dit un bilan contrasté et pas porteur d'avenir.

Sur la question du refus des volontés hégémoniques de la FI, il y plus que convergence, il y a accord des 2 textes.

Mais le texte alternatif sans nier ou minimiser les difficultés considère très clairement « *qu'il faut agir pour faire évoluer le cadre et la démarche de la NUPES* ». « *En sortir ouvrirait l'espace politique à l'extrême droite en disqualifiant la capacité la gauche à se rassembler et à ouvrir un autre possible.* »

Citons le texte alternatif : « *il ne s'agit pas de minimiser les insuffisances, ni de gommer les débats et difficultés qu'ont rencontré les communistes dans ce rassemblement, notamment dans leurs rapports avec le PG puis la FI* ». « *Des divergences de fond persistes et nous devons, avec le mouvement populaire, les surmonter* ». « *Il n'en demeure pas moins que c'est bien dans ce mouvement qu'a pu émerger en 2022 la NUPES qui scelle l'alliance de l'ensemble des forces de gauche autour d'un programme de rupture* ».

Plus loin le texte poursuit « *mais une vision lucide nous amène aussi à considérer la fragilité de ce rassemblement, lié aux conditions dans lesquelles il est né sur la base de la prééminence du rapport de force présidentiel* ». « *Aux différences de contenus et démarche qui persistent, à l'insuffisance de l'intervention populaire et citoyenne dans cette démarche, face à l'extrême droite en embuscade, il s'agit maintenant d'entrer dans une nouvelle séquence pour mener la bataille et arracher la victoire.* » L'objectif est « *de démocratiser la NUPES pour une dynamique populaire majoritaire* ». (p49)

Posant ainsi la nécessité d'initiatives communistes pour avancer dans ce sens à partir des luttes, pour arracher des résultats à l'exemple de la bataille des transports et celle des retraites que nous voulons ouvrir aujourd'hui.

Quelques précisions sur l'analyse qui considère que la gauche se heurte aujourd'hui à un plafond de verre. On connaît certes les difficultés à faire voter aux législatives pour des forces non qualifiées au second tour de la présidentielle. Toutefois, ceci ne peut nous conduire à faire l'impasse sur les résultats du 1er tour de cette présidentielle et sur l'émergence de ce qu'ils révèlent.

Le total gauche du 1er Tour des présidentielles de 2017 étaient de 9 978 128 voix en 2022 il est de 11 225 271 soit 1 247 143 voix de plus. La gauche n'est pas battue d'avance pour la prochaine présidentielle, même s'il y a beaucoup à faire.

Une dernière remarque sur ce sujet, le texte du CN déclare « *faire progresser nos idées et reconstruire la gauche est un travail de longue haleine* ». C'est vrai et dans le même temps l'urgence frappe à la porte, le texte alternatif précise de son cote le sens et la démarche dans l'objectif de modifier la NUPES et d'engendrer une dynamique populaire pour battre l'extrême droite et pose « *une séquence après l'autre, l'enjeu est de parvenir à modifier le cadre du débat politique et la nature des questions posées aux Françaises et aux Français jusqu'à obtenir des victoires décisives. C'est de cette façon, sans renier aucun de nos principes que nous comptons travailler au service des intérêts populaire* »

Ce qui nécessite de préciser la façon dont nous entendons dans le texte du CN « être présents avec nos candidats à chaque élection » (p32) car le texte peut se lire de différentes façons ; présents à toutes les élections, seuls ou avec nos partenaires ?

Quelques éléments sur l'international

Un seul point sur l'internationale pour ne pas être trop longue, sur la question de la Palestine. Concernant l'analyse de la politique du gouvernement israélien, le texte du cn (p17) « *la fin du régime d'apartheid imposé dans les colonies* » semble en décalage avec la réalité car l'apartheid fonctionne au sein de l'Etat israélien. Trois ONG ont mené une étude approfondie de la situation, BETESELEM et 2 ONG internationales Human right Watch et Amnistie internationale, elles concluent toutes les 3 à l'existence d'un régime d'apartheid dans ce pays. Schlomo Sand, historien, dans une interview à l'Humanité dit « *on a toujours eu un problème avec le mot apartheid parce qu'il y a des différences entre la discrimination envers les Arabes et celles contre les Noirs d'Afrique du Sud. Mais nous sommes aujourd'hui avec ce nouveau gouvernement dans une situation d'apartheid plus ouverte plus classique.* »

En 1977, quand Menahem Begin est élu il est évidemment pour l'annexion des territoires palestiniens, mais il est pour donner une citoyenneté aux populations occupées par ce que dit-il sinon Israël sera un régime d'apartheid.

Ce n'est pas là un point secondaire de notre engagement international.

Qu'il y ait des approches différentes et besoin de débat est normal dans cette situation complexe de déstabilisation du monde et de la société.

De plus, c'est dans les luttes que se construisent les savoirs, les réévaluations de ce qui nous semblait acquis hier et l'émergence d'approches enrichies de la réalité pour mieux y répondre.

L'histoire de notre parti et ses évolutions se sont également forgées dans de tels débats. Rappelons pour mémoire celui qui a marqué le début des années 1930 pour choisir entre stratégie dite « *de classe contre classe* » et celle de « *front populaire* ». Nous avons donc besoin d'un débat sérieux, sans stigmatisation ou raccourcis, aussi prenons les choses avec l'état d'esprit de Nelson Mandela que nous pourrions énoncer au pluriel « *nous ne perdons jamais, soit on gagne soit on apprend* ». Voilà pourquoi il n'y a de construction révolutionnaire sans débat démocratique.